

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Trois-Rivières

Code géographique : 37067

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mme France Cinq-Mars, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Trois-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2014-06-13

Signature



TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Trois-Rivières et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la nouvelle norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2013 sont les suivantes:

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

	Surévaluation/ (Sous-évaluation) En milliers de dollars
État consolidé de la situation financière	2013
Débiteurs et Actifs financiers	(44 004)
Dettes nettes et Excédent (déficit) accumulé	(44 004)
État consolidé des résultats	
Transferts et Revenus	(2 417)
Excédent de l'exercice	(2 417)
Redressement aux exercices antérieurs	(41 587)
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	(44 004)

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Trois-Rivières au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur le fait que certaines informations financières incluses dans les présents états financiers n'ont pas été auditées. Le lecteur pourra référer aux deux tables des matières où celles-ci sont identifiées.

Aussi, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Trois-Rivières inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autre point

Comptabilisation des paiements de transfert

Tel qu'indiqué à la note 3 des états financiers consolidés, l'application de certains aspects de la nouvelle norme, notamment sur la notion d'autorisation et de comptabilisation des paiements de transfert, fait l'objet d'interprétations diverses au sein de la profession comptable. Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a donc convenu d'examiner ces aspects et de mandater un sous-comité qui devra lui formuler des recommandations.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

NOM DU CABINET:

Mallette senca L

SIGNATURE DE L'ASSOCIÉ :

Claude Lacombe CPA, CA

NOM DE L'ASSOCIÉ : CLAUDE LACOMBE, CPA auditeur, CA permis d'auditeur #A111750.

TROIS-RIVIÈRES (Canada)

DATE 2014-06-13

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Trois-Rivières et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La direction n'a pas comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière des paiements de transfert à recevoir du gouvernement du Québec et dont il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus. Ces montants sont relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres charges pour lesquels les travaux ont été réalisés ou les charges constatées, mais dont les transferts en vertu des programmes d'aide sont versés par le gouvernement de façon pluriannuelle. Cette méthode comptable constitue une dérogation à la nouvelle norme qui prévoit la comptabilisation des paiements de transfert à titre de revenus pour le bénéficiaire lorsqu'ils sont autorisés par le gouvernement cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif.

Les incidences de la comptabilisation actuelle sur les états financiers consolidés aux 31 décembre 2013 sont les suivantes :

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

	Surévaluation/ (Sous-évaluation) En milliers de dollars
État consolidé de la situation financière	2013
Débiteurs et Actifs financiers	(44 004)
Dette nette et Excédent (déficit) accumulé	(44 004)
État consolidé des résultats	
Transferts et Revenus	(2 417)
Excédent de l'exercice	(2 417)
Redressement aux exercices antérieurs	(41 587)
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	(44 004)

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Trois-Rivières au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Informations financières établies à des fins fiscales

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) et présentées aux pages S8, S9, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Autres points

Comptabilisation des paiements de transfert

Une version révisée de la norme portant sur la comptabilisation des paiements de transfert est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2012. Le fondement de mon opinion avec réserve exprimé ci-dessus découle de mon interprétation de cette nouvelle norme.

La nouvelle norme maintient le principe qu'un paiement de transfert doit être constaté à titre de revenu ou de charge lorsqu'il est autorisé et que les critères d'admissibilité sont atteints. Elle précise cependant le critère d'autorisation pour le bénéficiaire en le mettant en lien avec l'autorisation du côté du cédant, d'où la divergence d'interprétation concernant les paiements de transfert à recevoir. Je considère que les représentants des gouvernements, tout comme ceux de la Ville, sont habilités à négocier et à conclure des ententes valides et que, par conséquent, l'autorisation d'un paiement de transfert survient lorsqu'un représentant habilité signe une entente et informe par écrit le bénéficiaire de sa décision d'effectuer un transfert. Ces faits établissent, selon moi, qu'il est prévu que lesdits paiements de transfert seront effectivement obtenus ou versés.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Trois-Rivières
La vérificatrice générale,



Andrée Cossette, CPA auditrice, CA

DATE 2014-06-13

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	167 674 654	172 167 087	173 602 125		173 308 376
Compensations tenant lieu de taxes	2	15 017 707	14 737 620	14 714 745		14 478 015
Quotes-parts	3					10 509 548
Transferts	4	19 156 569	16 334 045	23 528 296		6 829 885
Services rendus	5	13 658 301	13 161 721	14 308 672		26 757 347
Imposition de droits	6	6 320 598	5 209 500	7 268 798		
Amendes et pénalités	7	5 747 717	6 059 000	5 365 094		
Intérêts	8	3 149 569	2 268 000	3 585 018		306 718
Autres revenus	9	1 403 845	619 818	5 796 984		2 868 105
	10	232 128 960	230 556 791	248 169 732		47 271 603
						269 232 473
Investissement						
Taxes	11	254 798	5 240 000	13 252		
Quotes-parts	12					
Transferts	13	13 687 593	39 600 750	11 983 049		104 498
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14	4 041 861	5 700 000	10 145 495		
Autres	15	61 120	1 670 000	43 276		867 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					50 553
	17	18 045 372	52 210 750	22 185 072		1 022 051
	18	250 174 332	282 767 541	270 354 804		48 293 654
						292 439 596
Charges						
Administration générale	19	24 508 242	26 893 246	25 897 823	1 179 921	
Sécurité publique	20	36 638 088	38 125 388	38 412 684	1 366 207	
Transport	21	36 447 425	37 390 275	35 980 694	11 263 334	15 154 370
Hygiène du milieu	22	28 010 587	30 155 115	28 625 327	13 346 079	12 724 075
Santé et bien-être	23	4 705 808	2 974 898	6 927 658		
Aménagement, urbanisme et développement	24	14 347 257	13 461 820	14 970 025	778 852	5 427 145
Loisirs et culture	25	36 318 044	37 856 569	37 967 835	4 608 033	10 685 076
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	15 608 057	15 518 047	15 128 427		2 067 339
Amortissement des immobilisations	28	29 964 377	27 115 083	32 542 426	(32 542 426)	
	29	226 547 885	229 490 441	236 452 899		46 058 005
	30	23 626 447	53 277 100	33 901 905		2 235 649
						36 137 554

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	23 626 447	53 277 100	33 901 905	2 235 649	36 137 554	
Moins: revenus d'investissement	2	(18 045 372)	(52 210 750)	(22 185 072)	(1 022 051)	(23 207 123)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	5 581 075	1 066 350	11 716 833	1 213 598	12 930 431	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	29 964 377	27 115 083	32 542 426	4 362 318	36 904 744	
Produit de cession	5	397 564	450 718	73 455	912 545	986 000	
(Gain) perte sur cession	6	136 120	(450 718)	102 743	179 373	282 116	
Réduction de valeur / Reclassement	7	11 763 139		(75 269)		(75 269)	
	8	42 261 200	27 115 083	32 643 355	5 454 236	38 097 591	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	63 592		1 531 360		1 531 360	
Réduction de valeur / Reclassement	10	(10 884 478)		75 269		75 269	
	11	(10 820 886)		1 606 629		1 606 629	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				128 738	128 738	
	15				128 738	128 738	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 529 000	1 300 000	2 553 845	82 729	2 636 574	
Remboursement de la dette à long terme	17	(28 985 928)	(28 218 954)	(35 995 611)	(6 787 815)	(42 783 426)	
	18	(27 456 928)	(26 918 954)	(33 441 766)	(6 705 086)	(40 146 852)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(2 557 618)	(2 250 000)	(4 083 982)	(635 307)	(4 719 289)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	530 713		3 930 000	379 222	4 309 222	
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 643 866	1 430 000	2 307 487	6 870	2 314 357	
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 516 613)	416 433	(4 097 584)	37 500	(4 060 084)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(883 407)	(858 912)	(6 572 494)	(143 470)	(6 715 964)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	(2 783 059)	(1 262 479)	(8 516 573)	(355 185)	(8 871 758)	
	26	1 200 327	(1 066 350)	(7 708 355)	(1 477 297)	(9 185 652)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 781 402		4 008 478	(263 699)	3 744 779	

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	18 045 372	52 210 750	22 185 072	1 022 051	23 207 123
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(787 663)	(1 302 384)	(775 639)	()	(775 639)
Sécurité publique	3	(3 375 425)	(5 618 759)	(2 646 227)	()	(2 646 227)
Transport	4	(17 811 248)	(26 314 472)	(19 996 102)	(1 586 148)	(21 582 250)
Hygiène du milieu	5	(11 369 701)	(51 315 205)	(23 057 473)	(2 320 469)	(25 377 942)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(732 870)	(1 703 900)	(1 138 244)	(414 409)	(1 552 653)
Loisirs et culture	8	(23 322 562)	(27 900 468)	(21 478 108)	(889 586)	(22 367 694)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(57 399 469)	(114 155 188)	(69 091 793)	(5 210 612)	(74 302 405)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(4 642 492)	()	(398 280)	()	(398 280)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	(220 625)	(220 625)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	41 418 407	56 689 438	30 615 172	5 187 589	35 802 761
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	2 557 618	2 250 000	4 083 982	635 307	4 719 289
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	2 580 000	625 000	770 000	76 830	846 830
Excédent de fonctionnement affecté	16			214 500	296 199	510 699
Réserves financières et fonds réservés	17	10 406 621	2 380 000	2 796 614	(140 294)	2 656 320
	18	15 544 239	5 255 000	7 865 096	868 042	8 733 138
	19	(5 079 315)	(52 210 750)	(31 009 805)	624 394	(30 385 411)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	12 966 057		(8 824 733)	1 646 445	(7 178 288)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	23 626 447	53 277 100	33 901 905	2 235 649			36 137 554
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	57 399 469)	(114 155 188)	(69 091 793)	(5 210 612 )	(	74 302 405)	
Produit de cession	3	397 564	450 718	73 455	912 545			986 000
Amortissement	4	29 964 377	27 115 083	32 542 426	4 362 318			36 904 744
(Gain) perte sur cession	5	136 120	(450 718)	102 743	179 373			282 116
Réduction de valeur / Reclassement	6	11 763 139		(75 269)				(75 269)
	7	(15 138 269)	(87 040 105)	(36 448 438)	243 624			(36 204 814)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(15 463 378)		1 555 405	52 837			1 608 242
Variation des stocks de fournitures	9	19 818		78 685	50 713			129 398
Variation des autres actifs non financiers	10	105 601		(181 737)	(249 268)			(431 005)
	11	(15 337 959)		1 452 353	(145 718)			1 306 635
	12	(6 849 781)	(33 763 005)	(1 094 180)	2 333 555			1 239 375
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(6 849 781)	(33 763 005)	(1 094 180)	2 333 555			1 239 375
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(278 863 954)		(285 373 370)	(49 487 709)			(334 861 079)
Redressement aux exercices antérieurs	16	340 365		(36 005 341)	(5 972 709)			(41 978 050)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(278 523 589)		(321 378 711)	(55 460 418)			(376 839 129)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(285 373 370)		(322 472 891)	(53 126 863)			(375 599 754)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>2012</u>		<u>2013</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	12 107 870	9 981 365	5 027 363	15 008 728
Placements temporaires	2	35 114 726	26 210 821	130 000	26 340 821
Débiteurs (note 5)	3	83 990 756	50 157 354	6 387 695	55 510 866
Prêts (note 6)	4	531 738	531 738	1 000	532 738
Placements à long terme (note 7)	5	233 333	233 333	2 445 164	2 678 497
Participations dans des entreprises municipales	6			291 105	291 105
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8	487 185		52 837	52 837
	9	132 465 608	87 114 611	14 335 164	100 415 592
PASSIFS					
Découvert bancaire	10			270 165	270 165
Emprunts temporaires (note 10)	11	14 510 000	15 934 000	318 587	16 252 587
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	41 148 977	45 293 536	8 834 058	53 093 411
Revenus reportés (note 12)	13	11 553 385	2 456 644	2 254 019	4 710 663
Dette à long terme (note 13)	14	339 339 616	335 326 322	55 785 198	391 111 520
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	11 287 000	10 577 000		10 577 000
	16	417 838 978	409 587 502	67 462 027	476 015 346
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(285 373 370)	(322 472 891)	(53 126 863)	(375 599 754)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	701 985 092	737 636 215	73 660 644	811 296 859
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	23 407 987	21 852 582		21 852 582
Stocks de fournitures	20	3 059 058	2 980 373	459 126	3 439 499
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 050 732	1 232 469	632 274	1 864 743
	22	729 502 869	763 701 639	74 752 044	838 453 683
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	9 285 326	6 060 643	656 361	6 717 004
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	18 096 893	19 671 774	735 585	20 407 359
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(6 605 556)	(18 928 557)	(171 015)	(18 757 542)
Financement des investissements en cours	26	(3 716 584)	(13 332 386)	(2 039 276)	(15 371 662)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	427 069 420	447 757 274	22 101 496	469 858 770
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	444 129 499	441 228 748	21 625 181	462 853 929

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	23 626 447	33 901 905	2 235 649	36 137 554
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	29 964 377	32 542 426	4 362 318	36 904 744
Autres					
- Perte sur cession	3	136 120	102 743	289 667	392 410
- Redressement / autres éléments	4	340 365	(36 005 341)	(5 954 265)	(41 959 606)
	5	54 067 309	30 541 733	933 369	31 475 102
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(2 790 761)	33 833 402	4 779 356	39 646 941
Autres actifs financiers	7	379 741	487 185		487 185
Créditeurs et charges à payer	8	(5 066 987)	4 144 559	3 052 633	6 163 009
Revenus reportés	9	9 197 310	(9 096 741)	(512 782)	(9 609 523)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	483 000	(710 000)		(710 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(3 700 239)	1 480 136		1 480 136
Stocks de fournitures	12	19 818	78 685	50 713	129 398
Autres actifs non financiers	13	105 601	(181 737)	(249 268)	(431 005)
	14	52 694 792	60 577 222	8 054 021	68 631 243
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	57 399 469 ) (	69 091 793 ) (	5 210 612 ) (	74 302 405)
Produit de cession	16	397 564	73 455	912 545	986 000
	17	(57 001 905)	(69 018 338)	(4 298 067)	(73 316 405)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	220 625 ) (	220 625)
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22			(220 625)	(220 625)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	49 679 900	32 596 800	6 895 510	39 492 310
Remboursement de la dette à long terme	24 (	33 539 926 ) (	36 739 066 ) (	8 617 397 ) (	45 356 463)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(472 000)	1 424 000	(2 615 413)	(1 191 413)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(138 046)	128 972	37 986	166 958
Autres					
-	27				
-	28				
	29	15 529 928	(2 589 294)	(4 299 314)	(6 888 608)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	11 222 815	(11 030 410)	(763 985)	(11 794 395)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	35 999 781	47 222 596	5 651 183	52 873 779
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	47 222 596	36 192 186	4 887 198	41 079 384

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>	<u>Total consolidé¹</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés	
Rémunération	1	66 688 717	70 171 044	69 314 288	82 885 210
Charges sociales	2	15 495 183	17 615 969	16 971 139	20 081 200
Biens et services	3	76 649 902	79 771 952	77 053 838	77 586 461
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	13 551 414	13 486 047	13 214 135	13 214 135
D'autres organismes municipaux	5			2 042 510	2 042 510
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6				
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	2 056 643	2 032 000	1 914 292	1 939 121
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	6 033 126	7 063 895	5 963 843	
Autres	10			205 173	205 173
Autres organismes	11	7 838 441	7 599 026	8 714 264	8 334 631
Amortissement des immobilisations	12	29 964 377	27 115 083	32 542 426	36 904 744
Autres					
-	13	8 270 082	4 635 425	10 764 674	13 108 857
-	14				
-	15				
	16	226 547 885	229 490 441	236 452 899	256 302 042

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	177 407 087	173 321 628	167 739 203
Compensations tenant lieu de taxes	2	14 737 620	14 478 015	14 806 728
Quotes-parts	3			
Transferts	4	55 934 795	41 513 455	36 150 527
Services rendus	5	13 161 721	26 861 162	24 932 311
Imposition de droits	6	5 209 500	7 268 798	6 320 598
Amendes et pénalités	7	6 059 000	5 365 094	5 747 717
Intérêts	8	2 268 000	3 891 736	3 441 093
Autres revenus	9	7 989 818	19 689 155	8 624 631
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		50 553	316 322
	11	282 767 541	292 439 596	268 079 130
Charges				
Administration générale	12	27 817 987	27 077 744	25 800 934
Sécurité publique	13	39 363 300	39 778 891	37 920 607
Transport	14	46 774 851	57 422 539	55 873 024
Hygiène du milieu	15	42 225 765	48 476 490	44 360 254
Santé et bien-être	16	2 974 898	6 927 658	4 705 808
Aménagement, urbanisme et développement	17	14 053 195	16 069 031	16 606 427
Loisirs et culture	18	40 762 398	43 353 923	40 041 834
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	15 518 047	17 195 766	17 801 938
	21	229 490 441	256 302 042	243 110 826
Excédent (déficit) de l'exercice	22	53 277 100	36 137 554	24 968 304
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		469 491 741	443 391 509
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(42 775 366)	1 131 928
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		426 716 375	444 523 437
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		462 853 929	469 491 741

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	53 277 100	36 137 554	24 968 304
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	74 302 405 ) (	63 379 538)
Produit de cession	3		986 000	401 238
Amortissement	4		36 904 744	34 333 635
(Gain) perte sur cession	5		282 116	141 528
Réduction de valeur / Reclassement	6		(75 269)	11 763 139
	7		(36 204 814)	(16 739 998)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		1 608 242	(15 463 378)
Variation des stocks de fournitures	9		129 398	38 776
Variation des autres actifs non financiers	10		(431 005)	82 429
	11		1 306 635	(15 342 173)
	12	53 277 100	1 239 375	(7 113 867)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	53 277 100	1 239 375	(7 113 867)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(334 861 079)	(326 933 500)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(41 978 050)	(813 712)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(376 839 129)	(327 747 212)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(375 599 754)	(334 861 079)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	15 008 728	17 155 201
Placements temporaires	2	26 340 821	35 744 726
Débiteurs (note 5)	3	55 510 866	95 157 807
Prêts (note 6)	4	532 738	532 738
Placements à long terme (note 7)	5	2 678 497	2 637 163
Participations dans des entreprises municipales	6	291 105	240 552
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	52 837	487 185
	9	<u>100 415 592</u>	<u>151 955 372</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	270 165	26 148
Emprunts temporaires (note 10)	11	16 252 587	17 444 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	53 093 411	46 930 402
Revenus reportés (note 12)	13	4 710 663	14 320 186
Dette à long terme (note 13)	14	391 111 520	396 808 715
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	10 577 000	11 287 000
	16	<u>476 015 346</u>	<u>486 816 451</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(375 599 754)	(334 861 079)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	811 296 859	775 942 198
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	21 852 582	23 407 987
Stocks de fournitures	20	3 439 499	3 568 897
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 864 743	1 433 738
	22	<u>838 453 683</u>	<u>804 352 820</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	462 853 929	469 491 741

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	36 137 554	24 968 304
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	36 904 744	34 333 635
Autres			
- Perte sur cession	3	392 410	365 251
- Redressement / autres éléments	4	(41 959 606)	100 857
	5	31 475 102	59 768 047
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	39 646 941	732 079
Autres actifs financiers	7	487 185	379 741
Créditeurs et charges à payer	8	6 163 009	(9 239 638)
Revenus reportés	9	(9 609 523)	9 831 957
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(710 000)	483 000
Propriétés destinées à la revente	11	1 480 136	(3 561 554)
Stocks de fournitures	12	129 398	38 776
Autres actifs non financiers	13	(431 005)	82 429
	14	68 631 243	58 514 837
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(74 302 405)	(63 379 538)
Produit de cession	16	986 000	401 238
	17	(73 316 405)	(62 978 300)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(220 625)	(494 199)
Remboursement ou cession	19		122 888
Variation nette des placements temporaires	20		35 000
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(220 625)	(336 311)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	39 492 310	55 209 930
Remboursement de la dette à long terme	24	(45 356 463)	(40 555 933)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 191 413)	2 337 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	166 958	(62 273)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(6 888 608)	16 928 724
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(11 794 395)	12 128 950
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	52 873 779	40 744 829
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice			
	32	41 079 384	52 873 779

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

VILLE DE TROIS-RIVIÈRES, personne morale de droit public légalement constituée suivant la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9) en vertu du décret 851-2001 pris par le gouvernement du Québec le 4 juillet 2001 et qui fut publié aux pages 4850 et suivantes de la Partie 2 de l'édition du 12 juillet 2001 de la Gazette officielle du Québec (133e année, no 28A), ayant son siège au 1325 de la place de l'Hôtel-de-Ville, C.P. 368, à Trois-Rivières (Québec), G9A 5H3; succède aux droits, charges et obligations des anciennes Villes de Cap-de-la-Madeleine, Sainte-Marthe-du-Cap, Saint-Louis-de-France, Trois-Rivières et Trois-Rivières-Ouest et de l'ancienne Municipalité de Pointe-du-Lac en vertu du premier alinéa de l'article 91 de ce décret.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S15 et S16 [S8 et S9], la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 [S11, S23-1 et S23-2] et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la Ville de Trois-Rivières comprend les organismes suivants :

- Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie;
- Société de transport de Trois-Rivières;
- Corporation de développement culturel de Trois-Rivières;
- Comité organisateur des fêtes du 375ième anniversaire de Trois-Rivières inc.;
- Corporation pour le développement de l'île St-Quentin;
- Innovation et développement économique Trois-Rivières;
- Fondation Trois-Rivières pour un développement durable;
- Corporation de l'amphithéâtre de Trois-Rivières inc.

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers de la Ville ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public et comprennent l'ensemble des conventions comptables listées dans cette note.

C) Actifs financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement succesif (FIFO).

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile respective, selon les périodes suivantes:

Infrastructures :	de 15 à 40 ans
Bâtiments :	de 10 à 40 ans
Véhicules :	de 3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	de 3 à 15 ans
Machinerie, outillage et équipements :	de 3 à 20 ans
Améliorations locatives :	15 ans
Autres :	de 1 à 5 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

S/O

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode suivante: valeur liée au marché (valeur lissée sur 3 ans pour le Régime de retraite de la Société de transport de Trois-Rivières et valeur lissée sur 5 ans pour les autres régimes).

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification au régime supplémentaire est passé immédiatement en charge. De plus, la Ville a choisi de ne pas reporter l'imposition de la taxation du coût de cette modification dans les exercices futurs. Ainsi aucun montant ne sera affecté à la dépense constatée à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime : sur la DMERCA des salariés participants touchés.

En 2013, la Ville a choisi de reconnaître la totalité des soldes de ces dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - Est constitué du solde de la dette émise pour les activités de fonctionnement

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments**PLACEMENTS TEMPORAIRES**

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

PLACEMENTS À LONG TERME

Le placement dans une société en commandite est comptabilisé au coût d'acquisition.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation d'états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des revenus et des dépenses au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur la juste valeur.

FRAIS REPORTÉS LIÉS À LA DETTE LONG TERME

Les escomptes sur obligations sont amortis sur la durée du financement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2013, la municipalité a adopté les recommandations du chapitre suivant des Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Chapitre SP 3410, Paiements de transfert

La municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3410, Paiements de transfert. Ce nouveau chapitre établit les normes sur la façon de comptabiliser les paiements de transfert, du point de vue tant du cédant que du bénéficiaire. Les états financiers comparatifs n'ont pas été retraités. Ainsi, ces modifications ont eu pour effet de redresser l'excédent accumulé consolidé au 1er janvier 2013 pour un montant de :

- Ville de Trois-Rivières	35 613 528 \$
- S.T.T.R.	<u>5 972 710 \$</u>
	41 586 238 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2	8 215 790	13 907 852
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	17 256 086	14 076 556
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	20 318 008	63 620 248
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	5 706 460	5 120 325
Organismes municipaux	8	809 313	
Autres			
- ville	9	9 197 503	9 452 141
- organismes	10	2 223 496	2 888 537
	11	55 510 866	95 157 807
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	8 740 688	9 345 210
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14	1 057 452	1 178 268
	15	9 798 140	10 523 478
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	4 648 093	4 127 800
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	531 738	531 738
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- organismes controlés	19	1 000	1 000
-	20		
	21	532 738	532 738
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	2 678 497	2 637 163
Autres placements	23		
	24	2 678 497	2 637 163
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(685 000)	(1 769 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(9 892 000)	(9 518 000)
	27	<u>(10 577 000)</u>	<u>(11 287 000)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	9 092 000	8 399 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	560 000	618 000
Régimes à cotisations déterminées	30	73 147	61 248
Autres régimes (REER et autres)	31	232 066	207 654
Régimes de retraite des élus municipaux	32	225 952	222 855
	33	<u>10 183 165</u>	<u>9 508 757</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	52 837	
Autres	35		487 185
	36	52 837	487 185

Note

10. Emprunts temporaires
La Ville a effectué un emprunt temporaire de 15 934 000 \$ pour des dépenses en lien avec des règlements d'emprunt. Cet emprunt est effectif pour la période du 1er novembre 2013 au 28 février 2014 et porte intérêts au taux de 1.434% l'an.

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	20 839 553	16 734 147
Salaires et avantages sociaux	38	15 903 426	16 287 412
Dépôts et retenues de garantie	39	8 770 253	6 545 985
Provision pour contestations d'évaluation	40	150 000	150 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	2 116 302	1 712 155
Autres			
- Intérêts sur la dette l/t	42	2 942 699	3 251 053
- ville	43	1 037 105	911 468
- organismes	44	1 334 073	1 338 182
-	45		
-	46		
	47	53 093 411	46 930 402

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<hr/>			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	507 891	340 017
Transferts	49	1 446 016	10 781 998
Autres			
- ville	50	814 139	776 810
- organismes contrôlés	51	1 942 617	2 421 361
	52	4 710 663	14 320 186
<hr/>			
Note			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013					2012	
13. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>				
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	5,15	2014	2033	53	385 707 721	386 705 750
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises			2014		57	3 658 168	3 788 931
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59	68 778	70 983
Autres			2014	2017	60	4 922 796	9 655 952
					61	394 357 463	400 221 616
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(3 245 943)	(3 412 901)
					63	391 111 520	396 808 715

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>							<u>Total 2013</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>						
2014	64	72	39 551 898	80	2 346	89	2 009 443	97		41 563 687
2015	65	73	37 515 739	81	2 497	90	1 190 430	98		38 708 666
2016	66	74	37 012 782	82	2 658	91	970 566	99		37 986 006
2017	67	75	33 793 902	83	2 829	92	894 719	100		34 691 450
2018	68	76	31 101 832	84	3 011	93	33 390	101		31 138 233
2019 et +	69	77	206 731 568	85	55 437	94	3 482 416	102		210 269 421
	70	78	385 707 721	86	68 778	95	8 580 964	103		394 357 463
Intérêts et frais accessoires				87				104		
	71	79	385 707 721	88	68 778	96	8 580 964	105		394 357 463

Note

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106 (332 658 658)	(284 675 482)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107 (42 941 096)	(50 185 597)
Autres	108	
	109 (375 599 754)	(334 861 079)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>	
COÛT						
Infrastructures						
Eau potable	110	197 429 332	138	8 155 399	165 (1 154 673) 192	206 739 404
Eaux usées	111	277 973 574	139	9 335 601	166 821 525 193	286 487 650
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	233 491 908	140	21 789 679	167 (80 053) 194	255 361 640
Autres	113	184 062 030	141	11 799 478	168 3 122 027 195	192 739 481
Réseau d'électricité	114		142		169 196	
Bâtiments	115	168 467 333	143	4 451 613	170 (2 114 895) 197	175 033 841
Améliorations locatives	116	1 262 905	144		171 198	1 262 905
Véhicules	117	45 257 886	145	4 576 658	172 1 864 136 199	47 970 408
Ameublement et équipement de bureau	118	21 322 365	146	2 050 515	173 (720 221) 200	24 093 101
Machinerie, outillage et équipement divers	119	23 999 841	147	1 965 999	174 (96 978) 201	26 062 818
Terrains	120	17 523 292	148	1 646 310	175 (842 387) 202	20 011 989
Autres	121	6 902 915	149	1 483 477	176 295 341 203	8 091 051
	122	<u>1 177 693 381</u>	150	<u>67 254 729</u>	<u>177 1 093 822 204</u>	<u>1 243 854 288</u>
Immobilisations en cours	123	<u>68 503 892</u>	151	<u>7 047 676</u>	<u>178 1 687 812 205</u>	<u>73 863 756</u>
	124	<u>1 246 197 273</u>	152	<u>74 302 405</u>	<u>179 2 781 634 206</u>	<u>1 317 718 044</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ						
Infrastructures						
Eau potable	125	63 254 968	153	5 002 767	180 207	68 257 735
Eaux usées	126	123 210 788	154	6 981 359	181 208	130 192 147
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	109 729 519	155	7 325 510	182 200 209	117 054 829
Autres	128	61 543 700	156	6 043 367	183 (313 554) 210	67 900 621
Réseau d'électricité	129		157		184 211	
Bâtiments	130	59 151 078	158	4 259 025	185 212	63 410 103
Améliorations locatives	131	992 726	159	80 634	186 213	1 073 360
Véhicules	132	22 295 913	160	2 787 425	187 1 025 382 214	24 057 956
Ameublement et équipement de bureau	133	13 624 621	161	2 042 864	188 8 014 215	15 659 471
Machinerie, outillage et équipement divers	134	11 761 390	162	1 743 018	189 177 319 216	13 327 089
Autres	135	4 690 372	163	638 775	190 (158 727) 217	5 487 874
	136	<u>470 255 075</u>	164	<u>36 904 744</u>	<u>191 738 634 218</u>	<u>506 421 185</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>775 942 198</u>			219	<u>811 296 859</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations						
Coût	220	75 000	223	225	227	75 000
Amortissement cumulé	221	(21 000)	224	(10 800)	226 () 228 ()	(31 800)
Valeur comptable nette	222	<u>54 000</u>			229	<u>43 200</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230	10 051 481	13 208 942
Immeubles industriels municipaux	231	11 566 422	9 694 379
Autres	232	287 516	504 666
	233	21 905 419	23 407 987
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	52 837	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	21 852 582	23 407 987

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	643 349	395 563
Frais reportés			
- Ville de Trois-Rivières	237	589 120	655 169
- Organismes consolidés	238	632 274	383 006
	239	1 864 743	1 433 738

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 169 116 935 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes :

(en millions de dollars)

	Ville de Trois-Rivières	Organismes contrôlés	Transactions inter	Total
2014:	42,5	4,2	(15,6)	42,5
2015:	29,5	4,1	(11,0)	29,5
2016:	25,5	4,0	(11,0)	25,5
2017:	22,6	3,9	(11,0)	22,6
2018:	17,3	3,9	(11,0)	17,3
suivantes:	31,7	-	-	31,7
	169,1	20,1	(59,6)	129,6

De plus, la Ville a adopté par résolution le versement de subventions au montant total de 70 705 009 \$, payable pour les années futures s'étalant de 2014 à 2041. De ce montant, une somme de 56 250 000 \$ est relative à un projet non réalisé à ce jour. En date du 11 juin 2014, nous sommes informés que les commissaires de la Commission scolaire Chemin du Roy ont résolu de mettre fin définitivement à ce projet.

La Ville s'est également engagée envers l'Office municipal d'habitation de Trois-Rivières à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville a cautionné un emprunt de 219 790 \$ contracté par Centre Loisir Multi-Plus en 2009 pour une période de 20 ans. Afin de garantir les sommes que la Ville pourrait être tenue de payer en vertu de ce cautionnement, Centre Loisir Multi-Plus a hypothéqué en faveur de la Ville un immeuble.

La Ville a cautionné en 2003, un emprunt maximal de 2 500 000 \$ et en 2004 un emprunt maximal de 2 250 000 \$ contractés par Innovation et développement économique Trois-Rivières, solidairement avec cet organisme et ce, pendant 20 ans.

La Ville a cautionné en 2006, deux emprunts de 260 000 \$ et 294 640 \$ contractés par Pavillon St-Arnaud inc., de façon indivisible et solidaire avec cet organisme, et ce, jusqu'en 2021.

La Ville a cautionné en 2009, un emprunt de 5 000 000 \$ contracté par Innovation et développement économique Trois-Rivières et ce, pour une période de 25 ans.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 95 000 \$ pour le « Festival international de danse encore ». La date de validité de ce cautionnement est fixé au 30 mai 2014.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 95 000 \$ pour le Complexe multi-disciplinaire Les Estacades. La date de validité de ce cautionnement est fixée au 21 mars 2016.

La Ville a cautionné en 2011, un emprunt de 17 000 \$ pour la « Classique internationale de canots de la Mauricie inc. ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 31 août 2016.

La Ville a cautionné en 2012, un emprunt de 500 000 \$ pour le Regroupement des bingos de T.R. inc. solidairement, et ce, pour une période de 10 ans.

La Ville a cautionné en 2013 un emprunt maximal de 78 000 \$ contracté par la Corporation de développement culturel de Trois-Rivières, solidairement avec ladite Corporation et ce, jusqu'au 15 juin 2015.

La Ville a cautionné en 2013, un emprunt de 95 000 \$ pour « Trois-Rivières en blues inc. ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 18 février 2014.

La Ville a cautionné en 2013 un emprunt maximal de 60 000 \$ pour « Énergie CMB ». La date de validité de ce cautionnement est fixée au 28 août 2018.

Il est impossible d'évaluer les déboursés nets que la Ville pourrait devoir payer en cas de défaut de ces organismes. Tout paiement net (après réalisation des garanties) que la Ville devra alors effectuer sera passé en charge dans l'exercice alors en cours.

b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale de s'assurer contre certains risques. Chaque type d'assurance est assorti d'un montant de franchise propre à chaque risque qui, advenant un sinistre, n'affecterait pas significativement la situation financière de la Ville.

En ce qui concerne la responsabilité civile, la Ville détient une assurance dont la franchise est de 1 000 000 \$ par année. Pour les réclamations inférieures à cette franchise, la Ville assume elle-même les paiements à même une réserve financière

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

constituée à cette fin. Les réclamations présentement en cours sont estimées à 195 000 \$. Il n'est pas possible présentement d'évaluer le dénouement de ces réclamations et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Ces sommes n'ont donc pas été comptabilisées.

c) Poursuites

La Ville fait face présentement à diverses poursuites. Les principales poursuites sont les suivantes :

- Action intentée suite à un incendie survenu en 2009 au montant de 784 000 \$;
- Action intentée suite à un incendie survenu en 2012 au montant de 1 187 400\$;
- Action intentée en 2008 pour erreurs, omission ou faute au montant de 1 963 000 \$;
- Action intentée en paiement pour module de jeux au montant de 25 000 \$;
- Action intentée en recouvrement au montant de 153 000 \$;
- Action intentée en dommages pour brutalité policière au montant de 2 300 000 \$;
- Action intentée en dommages pour prétention d'agression au montant de 50 000 \$;
- Action intentée en dommages pour arrestation injustifiée au montant de 17 000 \$.

Il est présentement impossible d'évaluer précisément le dénouement de ces litiges et les montants que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Tout règlement au titre de ces poursuites sera passé en charge dans l'exercice alors en cours, ou à même la réserve financière d'autoassurance lorsqu'en matière de responsabilité civile.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

La municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3410, Paiements de transfert. Ce nouveau chapitre établit les normes sur la façon de comptabiliser les paiements de transfert, du point de vue tant du cédant que du bénéficiaire. Les états financiers comparatifs n'ont pas été retraités. Ainsi, ces modifications ont eu pour effet de redresser l'excédent accumulé au 1er janvier 2013 pour un montant de :

- Ville de Trois-Rivières	35 613 528 \$
- S.T.T.R.	<u>5 972 710 \$</u>
	41 586 238 \$

Au cours de l'exercice, la Ville a ajusté l'amortissement cumulé de ses immobilisations au 1er janvier 2013 pour les catégories suivantes:

- Infrastructures	417 990 \$
- Véhicules	328 286 \$
- Autres	<u>158 726 \$</u>
	905 002 \$

De plus, la résolution CE-2013-891 confirmait la cession à titre gratuit d'une scène mobile par la Corporation de développement culturel de Trois-Rivières. Cet équipement a été comptabilisé à une valeur de 107 687 \$.

La valeur des propriétés destinées à la revente a été ajustée d'un montant de 347 056 \$ afin de corriger l'impact de dispositions antérieures.

Le solde du fonds de développement économique a été ajusté d'un montant de 44 757 \$ relativement à la résolution C-2009-347.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 6 717 004	10 691 075
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 20 407 359	19 032 752
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (18 757 542 ) (	6 677 436)
Financement des investissements en cours	4 (15 371 662)	(7 402 309)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 469 858 770	453 847 659
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 462 853 929	469 491 741

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Ex-villes	8 10 667	10 667
- Remb dette l/t	9 6 787 300	
- Élections	10 390 000	910 000
- Étangs aérés	11 644 187	244 187
- Subv construction résid.	12 374 900	374 900
- Déneigement	13 1 350 000	1 000 000
- Activ. fonctionnement	14 60 000	659 286
- Projet TRSL	15	990 000
- Autres	16 1 838 930	
	17 11 455 984	4 189 040

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- S.T.T.R.	18 377 146	673 345
-	19	
-	20	
	21 377 146	673 345

Réserves financières

- Autoassurance	22 1 234 635	1 107 731
- Parc portuaire	23 2 210 273	2 065 933
- Parc de l'exposition	24	4 048 914
- TRSL	25	2 127 902
- Autres	26 85 569	24 132
	27 3 530 477	9 374 612

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 875 373	1 029 915
Fonds parcs et terrains de jeux	29 170 514	38 060
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 1 771 166	1 188 501
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 34 393	81 138
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 1 188 886	1 775 729
Financement des activités de fonctionnement	33	21 913
Autres		
- Dével. économique	34 622 130	297 527
- Dével. logement social	35 271 665	268 390
- RGMRM - frais d'émission	36 109 625	94 582
-	37	
	38 5 043 752	4 795 755
	39 20 407 359	19 032 752

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	353 282)
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	177 274)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	6 075 000)
Régimes non capitalisés	43 () ()))
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()))
Autres	45 () ()))
Régimes non capitalisés	46 () ()))
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres		
- Service de dette subventionné	48 (346 423) ()))
- S.T.T.R.	49 ((171 015)) ()	71 880)
	50 (175 408) ()	6 677 436)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (18 582 134) ()))
	52 (18 757 542) ()	6 677 436)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 14 200 758	20 029 448
Investissements à financer	54 (29 572 420) ()	27 431 757)
	55 (15 371 662)	(7 402 309)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 811 296 859	775 942 198
Propriétés destinées à la revente	57 21 905 419	23 407 987
Prêts	58 532 738	532 738
Placements à titre d'investissement	59 2 678 497	2 637 163
Participations dans des entreprises municipales	60 291 105	240 552
	61 836 704 618	802 760 638
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 391 111 520	396 808 715
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 3 245 943	3 412 901
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (9 798 140) ()	51 363 865)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (17 713 475) ()))
	66 366 845 848	348 857 751
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	55 228
	68 366 845 848	348 912 979
	69 469 858 770	453 847 659

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u> 3 </u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières parraine deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit le Régime de retraite des cadres, des cols blancs, des cols bleus et des pompiers de la Ville de Trois-Rivières et le Régime de retraite des policiers et pompiers de la Ville de Trois-Rivières. De plus, la Société de transport de Trois-Rivières parraine un régime de retraite à prestations déterminées qui doit également être consolidé aux états financiers de la Ville de Trois-Rivières, soit le Régime de rentes pour les employés de la Société de transport de Trois-Rivières. Ces régimes de retraite sont contributifs et prévoient des prestations basées sur le salaire de chaque année durant la participation active ou sur la moyenne des salaires à la retraite. De plus, une indexation automatique durant la retraite s'applique pour certaines rentes payables.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (1 769 000)	(1 734 000)
Charge de l'exercice	5 (9 092 000)	(8 399 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 10 176 000	8 364 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(685 000)</u>	<u>(1 769 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 253 510 000	230 493 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (295 257 000)	(257 150 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (41 747 000)	(26 657 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 41 891 000	25 928 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 144 000	(729 000)
Provision pour moins-value	13 (829 000)	(1 040 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(685 000)</u>	<u>(1 769 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 253 510 000	230 493 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (295 257 000)	(257 150 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(41 747 000)</u>	<u>(26 657 000)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 12 405 000	11 387 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 12 405 000	11 387 000
Cotisations salariales des employés	22 (6 671 000)	(6 251 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 5 734 000	5 136 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 2 132 000	2 019 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29 (211 000)	(285 000)
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>7 655 000</u>	<u>6 870 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 14 987 000	14 718 000
Rendement espéré des actifs	34 (13 550 000)	(13 189 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 1 437 000	1 529 000
Charge de l'exercice	36 <u>9 092 000</u>	<u>8 399 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 19 397 000	11 491 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (13 550 000)	(13 189 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 5 847 000	(1 698 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (23 942 000)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (13 227 000)	(11 375 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 265 458 000	235 648 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	2 263 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 15	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,75 %	6,07 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,75 %	6,07 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 2,70 %	3,10 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,03 %	2,48 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 1	55 1	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Trois-Rivières parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées, soit le Régime supplémentaire de retraite des cadres. Ce régime de retraite a pour principal objectif de compléter la rente payable aux cadres et cadres supérieurs de la Ville qui verront leur rente de retraite plafonnée en raison des limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada quant aux prestations maximales payables par un régime de pension agréé. Ce régime est non contributif et n'est pas capitalisé.

La Ville de Trois-Rivières offre également à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance vie, de l'assurance soins de santé et, pour un groupe de retraités actuels seulement, de l'assurance soins dentaires.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (9 518 000)	(9 070 000)
Charge de l'exercice	58 (560 000)	(618 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 186 000	170 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>9 892 000</u>)	(<u>9 518 000</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (8 136 000)	(7 695 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (1 756 000)	(1 823 000)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>9 892 000</u>)	(<u>9 518 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 410 000	378 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65 30 000	
	66 <u>440 000</u>	<u>378 000</u>
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 440 000	378 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (173 000)	(106 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 <u>267 000</u>	<u>272 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 293 000	346 000
Charge de l'exercice	77 <u>560 000</u>	<u>618 000</u>

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 106 000	886 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 14	14

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 3,75 %	3,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 2,00 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 8,10 %	8,40 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 5,50 %	5,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2022	2022
Autres hypothèses économiques		
-	86	
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u>73 147</u>	<u>61 248</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 6

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>232 066</u>	<u>207 654</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>16</u>	<u>16</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>38 380</u>	<u>37 803</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	129 324	127 513
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>96 628</u>	<u>95 342</u>
98	<u>225 952</u>	<u>222 855</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	338 327 221
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	27 423 508
Activités de fonctionnement à financer	3	1 060 696
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	5 471 039
Débiteurs	8	8 117 152
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	37 199 497
Autres montants	10	273 184
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 103 369
Autres		
-	12	6 350 508
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	308 296 676
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	50 398 117
Endettement net à long terme	16	358 694 793
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	358 694 793
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	358 694 793
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2013	2013	2013	2012	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	133 931 707	133 900 040	133 626 501	128 554 170
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	3 473 005	3 496 448	3 496 448	4 402 395
Activités de fonctionnement	6	8 115 927	8 490 572	8 470 362	8 102 147
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	145 520 639	145 887 060	145 593 311	141 058 712
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	11 300 200	11 730 069	11 730 069	10 727 659
Égout	11	7 886 724	8 158 595	8 158 595	7 684 772
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	457 135	484 442	484 442	465 183
Autres					
-Insectes piqueurs	14	373 740	389 819	389 819	381 449
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	624 000	625 450	625 450	626 234
Service de la dette	18	5 724 649	6 051 931	6 051 931	6 271 204
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20	5 240 000	13 252	13 252	254 798
	21	31 606 448	27 453 558	27 453 558	26 411 299
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative					
Autres	22				
	23	280 000	274 759	274 759	269 192
	24	280 000	274 759	274 759	269 192
	25	31 886 448	27 728 317	27 728 317	26 680 491
	26	177 407 087	173 615 377	173 321 628	167 739 203

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 402 958	1 402 966	1 440 686
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	1 402 958	1 402 966	1 440 686
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	3 740 930	4 132 718	4 353 596
Cégeps et universités	33	4 320 393	3 755 876	3 867 463
Écoles primaires et secondaires	34	3 963 489	4 118 151	4 139 835
	35	12 024 812	12 006 745	12 360 894
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	13 427 770	13 409 711	13 801 580
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	706 239	705 838	681 060
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	706 239	705 838	681 060
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	233 982	236 759	29
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	233 982	236 759	29
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	369 629	362 437	324 088
	50	369 629	362 437	324 088
	51	14 737 620	14 714 745	14 478 015
				14 806 728

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	107 137	199 991	111 302
Sécurité publique				
Police	53	65 043	53 554	65 136
Sécurité incendie	54	9 230	57 778	3 451
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	114 435	556 833	128 339
Enlèvement de la neige	58	756	8 757	1 122
Autres	59	13 567	70 292	15 754
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		1 873 926	782 852
Transport adapté	61		898 981	879 167
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66	7 920	24 983	6 543
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	369 315	1 721 919	400 200
Réseau de distribution de l'eau potable	68	77 841	859 991	95 074
Traitement des eaux usées	69	1 029	6 182	1 199
Réseaux d'égout	70	31 397	297 293	41 005
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73	1 363 165	1 060 305	1 027 052
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		24 134	44 431
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81	1 505 000	5 517 452	3 658 594
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	3 186	36 916	4 731
Rénovation urbaine	83	1 274 994	516 300	949 564
Promotion et développement économique	84	1 368 085	1 368 085	1 754 871
Autres	85	169 144	484 778	182 954
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	209 100	481 842	169 216
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	559 006	757 017	592 513
Autres	88	671 133	646 986	734 390
Réseau d'électricité	89			
	90	7 920 483	14 751 388	11 649 460

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			9 198
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	297 000	8 118	294 024
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			50 845
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		104 498	1 295 323
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	2 466 000	278 551	1 773 256
Réseau de distribution de l'eau potable	107	19 435 625	9 088 380	1 595 100
Traitement des eaux usées	108	2 356 000		
Réseaux d'égout	109	406 125		94 394
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122	500 000		
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			48 491
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	140 000		3 846 364
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	14 000 000	2 608 000	5 975 921
Réseau d'électricité	128			
	129	39 600 750	11 983 049	14 982 916

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	1 912 500	1 912 556	2 227 574
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	6 387 700	6 748 230	7 175 764
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	113 362	116 122	114 813
	138	8 413 562	8 776 908	9 518 151
TOTAL DES TRANSFERTS	139	55 934 795	35 511 345	36 150 527

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	90 000	87 681	63 301
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	90 000	87 681	63 301
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	4 000	24 272	12 373
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	4 000	24 272	12 373
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156	86 100	41 118	72 687
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159		2 749 299	2 259 053
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163		9	
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	86 100	41 118	2 331 740
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174		6 362	
	175		6 362	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	14 000	18 709	18 489
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178		155 155	11 690
	179	14 000	18 709	30 179
Réseau d'électricité	180			
	181	194 100	171 780	2 437 593

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)	2013	2013	2013	2012	
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182	1 431 867	1 390 888	1 286 768	1 491 799
Sécurité publique	183	1 184 000	1 089 878	1 089 878	1 277 417
Transport					
Réseau routier	184	2 136 000	2 309 078	2 264 979	2 285 501
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185			3 768 873	3 700 453
Transport adapté	186			203 866	196 537
Transport scolaire	187			470 443	471 864
Autres	188	2 043 300	1 674 440	1 674 440	1 737 129
Autres	189				
Hygiène du milieu	190	582 500	627 644	5 098 118	4 730 105
Santé et bien-être	191	2 000	1 315	1 315	3 460
Aménagement, urbanisme et développement	192	223 560	402 540	1 207 994	759 540
Loisirs et culture	193	5 364 394	6 641 109	6 711 883	5 840 913
Réseau d'électricité	194				
	195	12 967 621	14 136 892	23 778 557	22 494 718
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	13 161 721	14 308 672	26 861 162	24 932 311
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	1 209 500	1 327 112	1 327 112	1 549 765
Droits de mutation immobilière	198	3 600 000	5 414 766	5 414 766	4 216 915
Droits sur les carrières et sablières	199	400 000	526 920	526 920	553 918
Autres	200				
	201	5 209 500	7 268 798	7 268 798	6 320 598
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	6 059 000	5 365 094	5 365 094	5 747 717
INTÉRÊTS	203	2 268 000	3 585 018	3 891 736	3 441 093
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	450 718	(102 743)	(282 116)	(141 528)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		5 263 953	5 263 953	1 251 620
Gain (perte) sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207	5 700 000	10 145 495	10 145 495	4 041 861
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			2 437 630	2 418 393
Contributions des organismes municipaux	209				
Autres	210	1 839 100	679 050	2 124 193	1 054 285
	211	7 989 818	15 985 755	19 689 155	8 624 631

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	2 219 186	2 176 759	43 734	2 220 493	2 220 493	2 123 494
Application de la loi	2	1 539 191	1 338 143	81 610	1 419 753	1 419 753	1 321 609
Gestion financière et administrative	3	12 203 332	11 917 981	793 757	12 711 738	12 711 738	11 782 879
Greffe	4	3 785 558	3 818 570	55 655	3 874 225	3 874 225	2 919 439
Évaluation	5	2 953 653	2 697 264	33 879	2 731 143	2 731 143	3 245 074
Gestion du personnel	6	2 560 002	2 477 845	146 488	2 624 333	2 624 333	2 739 018
Autres	7	1 632 324	1 471 261	24 798	1 496 059	1 496 059	1 669 421
	8	26 893 246	25 897 823	1 179 921	27 077 744	27 077 744	25 800 934
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	26 516 002	26 899 816	481 080	27 380 896	27 380 896	26 273 170
Sécurité incendie	10	9 639 656	9 655 782	841 146	10 496 928	10 496 928	9 599 856
Sécurité civile	11	50 900	50 672	14 306	64 978	64 978	53 046
Autres	12	1 918 830	1 806 414	29 675	1 836 089	1 836 089	1 994 535
	13	38 125 388	38 412 684	1 366 207	39 778 891	39 778 891	37 920 607
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	7 955 916	7 825 125	8 188 689	16 013 814	16 013 814	15 534 506
Enlèvement de la neige	15	14 666 505	14 193 658	618 817	14 812 475	14 812 475	14 706 911
Éclairage des rues	16	2 333 705	2 322 673	1 091 928	3 414 601	3 414 601	3 032 078
Circulation et stationnement	17	2 380 749	1 956 092	653 775	2 609 867	2 609 867	2 621 896
Transport collectif							
Transport en commun	18	4 756 395	4 756 395	5 073	4 761 468	14 940 759	14 299 386
Transport aérien	19	2 242 021	1 962 794	495 097	2 457 891	2 457 111	2 675 630
Transport par eau	20						
Autres	21	3 054 984	2 963 957	209 955	3 173 912	3 173 912	3 002 617
	22	37 390 275	35 980 694	11 263 334	47 244 028	57 422 539	55 873 024

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	5 657 324	5 265 306	2 306 330	7 571 636	7 120 949
Réseau de distribution de l'eau potable	24	5 738 706	5 859 523	3 112 783	8 972 306	8 758 191
Traitement des eaux usées	25	1 428 946	916 700	3 191 442	4 108 142	4 064 020
Réseaux d'égout	26	6 690 097	6 971 698	4 584 168	11 555 866	10 837 802
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	2 604 174	2 463 597	21 442	2 485 039	3 913 512
Élimination	28	4 005 172	4 122 810		4 122 810	6 277 347
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 610 315	1 070 499	16 076	1 086 575	1 232 168
Tri et conditionnement	30	1 162 750	612 443		612 443	305 239
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	134 631	214 535		214 535	130 060
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37			73 776	73 776	20 659
Protection de l'environnement	38	730 000	705 321	35 916	741 237	808 537
Autres	39	393 000	422 895	4 146	427 041	891 770
	40	30 155 115	28 625 327	13 346 079	41 971 406	44 360 254
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	1 337 000	1 353 154		1 353 154	1 377 240
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	1 637 898	5 574 504		5 574 504	3 328 568
	44	2 974 898	6 927 658		6 927 658	4 705 808
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	4 338 888	4 540 234	100 761	4 640 995	4 369 226
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	743 601	544 253	408 917	953 170	2 608 555
Autres biens	47	2 885 000	2 853 628		2 853 628	2 567 085
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	4 162 731	4 155 410	159 290	4 314 700	4 609 919
Tourisme	49	1 101 600	1 115 140		1 115 140	1 111 576
Autres	50	230 000	230 000		230 000	1 178 789
Autres	51		1 531 360	109 884	1 641 244	161 277
	52	13 461 820	14 970 025	778 852	15 748 877	16 606 427

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	2 843 057	2 575 653	379 050	2 954 703	2 954 703	2 983 828
Patinoires intérieures et extérieures	54	5 053 940	4 811 707	252 573	5 064 280	5 064 280	4 791 277
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 453 415	1 291 066	141 331	1 432 397	1 432 397	1 499 670
Parcs et terrains de jeux	56	7 628 216	7 855 992	2 401 629	10 257 621	10 005 801	8 424 282
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	3 463 242	3 461 701	94 084	3 555 785	3 555 785	3 325 382
Autres	59	293 260	279 870	75 430	355 300	355 300	466 864
	60	20 735 130	20 275 989	3 344 097	23 620 086	23 368 266	21 491 303
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	4 364 746	3 959 472	180 741	4 140 213	1 621 860	1 659 741
Bibliothèques	62	5 489 122	5 232 766	316 317	5 549 083	5 549 083	5 320 811
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	1 176 000	1 167 740	133 007	1 300 747	1 300 747	1 246 328
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	6 091 571	7 331 868	633 871	7 965 739	11 513 967	10 323 651
	66	17 121 439	17 691 846	1 263 936	18 955 782	19 985 657	18 550 531
	67	37 856 569	37 967 835	4 608 033	42 575 868	43 353 923	40 041 834
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	12 528 752	12 295 842		12 295 842	14 189 455	14 756 717
Autres frais	70	957 295	918 293		918 293	1 067 190	988 578
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	1 852 000	1 670 000		1 670 000	1 670 000	1 834 000
Autres	72	180 000	244 292		244 292	269 121	222 643
	73	15 518 047	15 128 427		15 128 427	17 195 766	17 801 938
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	27 115 083	32 542 426	(32 542 426)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Trois-Rivières (ci-après « la municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Trois-Rivières
La vérificatrice générale,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Andrée Cossette CPA, CA".

Andrée Cossette, CPA auditeure, CA

DATE 2014-06-13

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	173 615 377
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>1 400 200</u>
Total partiel			4	<u>175 015 577</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5	274 759		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	965 180		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	21 156 236		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	625 450		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>23 021 625</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>151 993 952</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>9 367 352 888</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>9 443 240 088</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>9 405 296 488</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>151 993 952</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>9 405 296 488</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	| 1 | , | 6 | 1 | 6 | 0 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	21 629 696	10 811 525	2 683 079
Usines de traitement de l'eau potable	2	250 000	865 619	1 918 509
Usines et bassins d'épuration	3	888 415	205 225	946 207
Conduites d'égout	4	10 587 141	5 274 739	2 354 520
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		11 584	2 021 951
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	8 770 791	14 935 057	15 357 526
Ponts, tunnels et viaducs	7			27 802
Systèmes d'éclairage des rues	8	12 398 886	1 202 096	909 787
Aires de stationnement	9		787 617	65 487
Parcs et terrains de jeux	10	4 137 457	3 031 375	6 267 541
Autres infrastructures	11	20 180 506	6 419 288	7 026 585
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 961 912	447 536	2 085 173
Édifices communautaires et récréatifs	14	21 215 910	17 120 778	12 376 832
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			1 496 598
Autres	17	2 623 284	2 456 466	2 234 831
Ameublement et équipement de bureau	18	865 000	2 046 800	1 040 157
Machinerie, outillage et équipement divers	19	5 369 344	2 024 219	1 072 686
Terrains	20	1 484 932	1 014 431	1 736 436
Autres	21	1 791 914	449 022	1 757 831
	22	114 155 188	69 091 793	63 379 538

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		5 488 519	1 432 238
Usines de traitement de l'eau potable	24		865 619	1 918 509
Usines et bassins d'épuration	25		205 225	301 670
Conduites d'égout	26		802 405	675 770
Autres infrastructures	27		16 332 856	17 664 115
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		5 323 006	1 250 841
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30		1 359 850	644 537
Conduites d'égout	31		4 472 334	1 678 750
Autres infrastructures	32		10 042 577	14 012 564
Autres immobilisations	33		25 559 252	23 800 544
	34		69 091 793	63 379 538

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	386 705 750	39 492 310	40 490 339	385 707 721
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	3 788 931		130 763	3 658 168
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	70 983		2 205	68 778
Autres	6	9 655 952		4 733 156	4 922 796
	7	400 221 616	39 492 310	45 356 463	394 357 463
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9		6 247 274	1 750 700	4 496 574
Réserves financières et fonds réservés	10	2 130 051	299 142	932 730	1 496 463
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	56 027 502	2 098 298	7 638 682	50 487 118
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	290 700 098	30 457 518	36 019 544	285 138 072
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	348 857 651	39 102 232	46 341 656	341 618 227
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	9 345 210	350 000	954 522	8 740 688
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18	1 178 268		120 816	1 057 452
	19	10 523 478	350 000	1 075 338	9 798 140
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	10 523 478	350 000	1 075 338	9 798 140
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22	40 840 487	7 462 274	5 361 665	42 941 096
Autres	23				
	24				
	25	51 363 965	7 812 274	6 437 003	52 739 236
	26	400 221 616	46 914 506	52 778 659	394 357 463
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	400 221 616	46 914 506	52 778 659	394 357 463

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	4 756 395	4 756 395	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 307 500	1 207 448	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	7 063 895	5 963 843	

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	172,00	35,00	16 510 220	4 410 145	20 920 365
Professionnels	2	14,00	33,75	728 983	181 713	910 696
Cols blancs	3	339,00	33,75	16 411 347	3 957 167	20 368 514
Cols bleus	4	259,00	40,00	14 327 624	3 435 339	17 762 963
Policiers	5	175,00	37,80	16 916 063	3 993 094	20 909 157
Pompiers	6	73,00	40,00	4 668 757	1 031 181	5 699 938
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	1 032,00		69 562 994	17 008 639	86 571 633
Élus	9	17,00		986 348	297 842	1 284 190
	10	1 049,00		70 549 342	17 306 481	87 855 823

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	1 721 919	(5 625)	284 176	2 000 470
Réseau de distribution de l'eau potable	13	859 991		9 088 380	9 948 371
Traitement des eaux usées	14	6 182			6 182
Réseaux d'égout	15	297 293			297 293
Autres	16	20 642 911	8 118	2 608 000	23 259 029
	17	23 528 296	2 493	11 980 556	35 511 345

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale												
Application de la loi	1	1 338 143	27	81 610	53	1 419 753	79	89 196	105	1 330 557	131	9 118
Évaluation	2	2 697 264	28	33 879	54	2 731 143	80	42 820	106	2 688 323	132	19 583
Autres	3	21 862 416	29	1 064 432	55	22 926 848	81	1 346 554	107	21 580 294	133	2 295 723
	4	25 897 823	30	1 179 921	56	27 077 744	82	1 478 570	108	25 599 174	134	2 324 424
Sécurité publique												
Police	5	26 899 816	31	481 080	57	27 380 896	83	738 928	109	26 641 968	135	82 064
Sécurité incendie	6	9 655 782	32	841 146	58	10 496 928	84	34 556	110	10 462 372	136	513 158
Sécurité civile	7	50 672	33	14 306	59	64 978	85		111	64 978	137	
Autres	8	1 806 414	34	29 675	60	1 836 089	86	340 666	112	1 495 423	138	5 881
	9	38 412 684	35	1 366 207	61	39 778 891	87	1 114 150	113	38 664 741	139	601 103
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	7 825 125	36	8 188 689	62	16 013 814	88	117 450	114	15 896 364	140	2 957 215
Enlèvement de la neige	11	14 193 658	37	618 817	63	14 812 475	89	346 091	115	14 466 384	141	263 162
Autres	12	4 278 765	38	1 745 703	64	6 024 468	90	1 845 536	116	4 178 932	142	556 517
Transport collectif	13	6 719 189	39	500 170	65	7 219 359	91	1 674 440	117	5 544 919	143	342 036
Autres	14	2 963 957	40	209 955	66	3 173 912	92		118	3 173 912	144	84 899
	15	35 980 694	41	11 263 334	67	47 244 028	93	3 983 517	119	43 260 511	145	4 203 829
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	5 265 306	42	2 306 330	68	7 571 636	94		120	7 571 636	146	1 478 641
Réseau de distribution de l'eau potable	17	5 859 523	43	3 112 783	69	8 972 306	95	396 792	121	8 575 514	147	1 138 546
Traitement des eaux usées	18	916 700	44	3 191 442	70	4 108 142	96		122	4 108 142	148	113 671
Réseaux d'égout	19	6 971 698	45	4 584 168	71	11 555 866	97	271 806	123	11 284 060	149	1 596 539
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	6 586 407	46	21 442	72	6 607 849	98		124	6 607 849	150	17 968
Matières recyclables	21	1 897 477	47	16 076	73	1 913 553	99	164	125	1 913 389	151	17 536
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49	73 776	75	73 776	101		127	73 776	153	18 655
Protection de l'environnement	24	705 321	50	35 916	76	741 237	102		128	741 237	154	2 417
Autres	25	422 895	51	4 146	77	427 041	103		129	427 041	155	
	26	28 625 327	52	13 346 079	78	41 971 406	104	668 762	130	41 302 644	156	4 383 973

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	1 353 154	172		187	1 353 154	202	1 315	217	1 351 839	232	45 269
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	5 574 504	174		189	5 574 504	204		219	5 574 504	234	
	160	6 927 658	175		190	6 927 658	205	1 315	220	6 926 343	235	45 269
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	4 540 234	176	100 761	191	4 640 995	206	220 608	221	4 420 387	236	66 425
Rénovation urbaine	162	3 397 881	177	408 917	192	3 806 798	207	181 932	222	3 624 866	237	631 250
Promotion et développement économique	163	5 500 550	178	159 290	193	5 659 840	208		223	5 659 840	238	417 678
Autres	164	1 531 360	179	109 884	194	1 641 244	209		224	1 641 244	239	186 595
	165	14 970 025	180	778 852	195	15 748 877	210	402 540	225	15 346 337	240	1 301 948
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	20 275 989	181	3 344 097	196	23 620 086	211	1 451 807	226	22 168 279	241	1 474 107
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	5 232 766	182	316 317	197	5 549 083	212	204 804	227	5 344 279	242	181 943
Autres	168	12 459 080	183	947 619	198	13 406 699	213	5 003 207	228	8 403 492	243	611 831
	169	37 967 835	184	4 608 033	199	42 575 868	214	6 659 818	229	35 916 050	244	2 267 881
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	188 782 046	186	32 542 426	201	221 324 472	216	14 308 672	231	207 015 800	246	15 128 427

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1	1 235 054	941 436
Charges sociales	2	335 342	227 623
Biens et services	3	67 401 101	55 987 815
Frais de financement	4	120 296	242 595
Autres	5		
	6	69 091 793	57 399 469

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	9 285 326	19 765 924
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(483 576)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	8 801 750	19 765 924
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	4 008 478	6 781 402
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(3 930 000)	(530 713)
Activités d'investissement	6	(770 000)	(2 580 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(9 788 930)	(3 350 287)
Réserves financières et fonds réservés	8	7 507 729	(10 801 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	231 616	
	11	(2 741 107)	(10 480 598)
Solde à la fin de l'exercice	12	6 060 643	9 285 326
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	4 189 040	2 482 619
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14	1	
Solde redressé au début de l'exercice	15	4 189 041	2 482 619
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(2 307 487)	(1 643 866)
Activités d'investissement	17	(214 500)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	9 788 930	3 350 287
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	7 266 943	1 706 421
Solde à la fin de l'exercice	22	11 455 984	4 189 040
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	13 907 853	11 184 215
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	(44 756)	95 956
Solde redressé au début de l'exercice	25	13 863 097	11 280 171
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	4 097 584	1 516 613
Activités d'investissement	27	(2 796 614)	(10 406 621)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	(7 507 729)	10 801 000
Financement des investissements en cours	29	559 452	716 690
	30	(5 647 307)	2 627 682
Solde à la fin de l'exercice	31	8 215 790	13 907 853

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(6 605 556)	(7 488 964)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(19 082 041)	
Solde redressé au début de l'exercice	34	(25 687 597)	(7 488 964)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	()	()
	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(2 553 845)	()
	43	(2 553 845)	()
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	6 605 556	883 408
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	2 707 329	
	46	9 312 885	883 408
Solde à la fin de l'exercice	47	(18 928 557)	(6 605 556)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(3 716 584)	(15 965 951)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49	(1)	
Solde redressé au début de l'exercice	50	(3 716 585)	(15 965 951)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	(8 824 733)	12 966 057
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52	(231 616)	
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(559 452)	(716 690)
	55	(9 615 801)	12 249 367
Solde à la fin de l'exercice	56	(13 332 386)	(3 716 584)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	427 069 420	410 184 843
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	(17 934 791)	
Solde redressé au début de l'exercice	59	409 134 629	410 184 843
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	38 622 645	16 884 577
Solde à la fin de l'exercice	63	447 757 274	427 069 420

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>5 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2013 ch 62</u>	2 500 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>5 500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>5 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés Activités de fonctionnement		Activités d'in- vestissement		Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	1 629 709	2		3		4	137 372	5	827 009	6		7	940 072
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10		11		12		13		14	
	15	1 629 709	16		17		18	137 372	19	827 009	20		21	940 072

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □□□□ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □□□□ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □□□□ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □□□□ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □□□□ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □□□□ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □□□□ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □□□□ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □□□□ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[2 | 0 | 0] , [0 | 0]	\$
Égout	2	[1 | 4 | 2] , [0 | 0]	\$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[] [] [] , [] []	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
TR-taxe foncière résiduelle	1,2352	1	
TR-taxe foncière 6 log. et plus	1,3225	1	
TR-taxe foncière TVD	2,1692	1	
TR-taxe foncière INR	2,4000	1	
TR-taxe foncière industrielle	3,0304	1	
TR-taxe foncière agricole	,9210	1	
CAP-taxe foncière résiduelle	1,2379	1	
CAP-taxe foncière 6 log. et plus	1,3254	1	
CAP-taxe foncière TVD	2,1739	1	
CAP-taxe foncière INR	2,4052	1	
CAP-taxe foncière industrielle	3,0370	1	
CAP-taxe foncière agricole	,9325	1	
TRO-taxe foncière résiduelle	1,2167	1	
TRO-taxe foncière 6 log. et plus	1,3027	1	
TRO-taxe foncière TVD	2,1367	1	
TRO-taxe foncière INR	2,3640	1	
TRO-taxe foncière industrielle	2,9850	1	
TRO-taxe foncière agricole	,9072	1	
SLF-taxe foncière résiduelle	1,2117	1	
SLF-taxe foncière 6 log. et plus	1,2974	1	
SLF-taxe foncière TVD	2,1281	1	
SLF-taxe foncière INR	2,3544	1	
SLF-taxe foncière industrielle	2,9729	1	
SLF-taxe foncière agricole	,9035	1	
PDL-taxe foncière résiduelle	1,2374	1	
PDL-taxe foncière 6 log. et plus	1,3249	1	
PDL-taxe foncière TVD	2,1731	1	
PDL-taxe foncière INR	2,4043	1	
PDL-taxe foncière industrielle	3,0359	1	
PDL-taxe foncière agricole	,9226	1	

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
SMC-taxe foncière résiduelle	1,2390	1	
SMC-taxe foncière 6 log. et plus	1,3266	1	
SMC-taxe foncière TVD	2,1760	1	
SMC-taxe foncière INR	2,4075	1	
SMC-taxe foncière industrielle	3,0399	1	
SMC-taxe foncière agricole	,9238	1	
Taxe d'eau	,1212	1	Minimum 200 \$ / unité
Taxe d'égout	,0861	1	Minimum 142 \$ / unité
Taxe de fosse septique	,0515	1	Minimum 85 \$ / unité
Taxe de fosse septique	85,0000	7	par unité de logement
Taxe d'eau saisonnière	100,0000	7	par unité de logement
Taxe d'égout saisonnière	71,0000	7	par unité de logement
Taxe de fosse saisonnière	42,5000	7	par unité de logement
Taxe de fosse-20000 gallons et plus	1 000,0000	4	
Taxe d'eau compteur	,6700	7	par mètre cube
Insectes piqueurs	20,0000	7	par unité de logement
Améliorations locatives			divers taux
Taxe de conteneurs	35,0000	7	par unité de logement

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	1 803 560 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	1 400 200 \$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	209 966 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 300	22 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1325, Place de l'Hotel-de-ville,C.P.368
(no) (rue)
Trois-Rivières G9A 5H3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 374-2002
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 372-4630
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Madame France Cinq-Mars

Téléphone (819) 374-2002
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 372-4630
(ind. rég.) (numéro)

Courriel fcing-mars@v3r.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette S.E.N.C.R.L. , CPA

Titre Comptables agréés

Adresse 200-25 Des Forges, C.P. 1356
(no) (rue)
Trois-Rivières G9A 5L2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 379-0133
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 379-4207
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

Responsable du dossier M. Claude Lacombe, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Madame Andrée Cossette, CPA, Auditeure

Titre Vérificatrice générale

Adresse 1350 rue Royale, bureau 1103
(no) (rue)
Trois-Rivières G9A 4J4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 372-4641
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 374-6892
(ind. rég.) (numéro)

Courriel acossette@v3r.net

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , France Cinq-Mars , atteste que le rapport financier consolidé de Trois-Rivières pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-06-16 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Trois-Rivières consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Trois-Rivières détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 36 137 554 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,6160 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-06-16 13:46:27

Date de transmission au Ministère : 2014/06/17

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Trois-Rivières

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	232 128 960	230 556 791	248 169 732	47 271 603	269 232 473
Investissement	2	18 045 372	52 210 750	22 185 072	1 022 051	23 207 123
	3	250 174 332	282 767 541	270 354 804	48 293 654	292 439 596
Charges	4	226 547 885	229 490 441	236 452 899	46 058 005	256 302 042
Excédent (déficit) de l'exercice	5	23 626 447	53 277 100	33 901 905	2 235 649	36 137 554
Moins : revenus d'investissement	6 (	18 045 372)	(52 210 750)	(22 185 072)	(1 022 051)	(23 207 123)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	5 581 075	1 066 350	11 716 833	1 213 598	12 930 431
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	29 964 377	27 115 083	32 542 426	4 362 318	36 904 744
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 529 000	1 300 000	2 553 845	82 729	2 636 574
Remboursement de la dette à long terme	10 (	28 985 928)	(28 218 954)	(35 995 611)	(6 787 815)	(42 783 426)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	2 557 618)	(2 250 000)	(4 083 982)	(635 307)	(4 719 289)
Excédent (déficit) accumulé	12	(225 441)	987 521	(4 432 591)	280 122	(4 152 469)
Autres éléments de conciliation	13	1 475 937		1 707 558	1 220 656	2 928 214
	14	1 200 327	(1 066 350)	(7 708 355)	(1 477 297)	(9 185 652)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	6 781 402		4 008 478	(263 699)	3 744 779

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
				Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	83 990 756	50 157 354	55 510 866
Autres	2	48 474 852	36 957 257	44 904 726
	3	132 465 608	87 114 611	100 415 592
Passifs				
Dette à long terme	4	339 339 616	335 326 322	391 111 520
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	11 287 000	10 577 000	11 287 000
Autres	6	67 212 362	63 684 180	74 326 826
	7	417 838 978	409 587 502	476 015 346
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(285 373 370)	(322 472 891)	(375 599 754)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	701 985 092	737 636 215	811 296 859
Autres	10	27 517 777	26 065 424	27 156 824
	11	729 502 869	763 701 639	838 453 683
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	9 285 326	6 060 643	6 717 004
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	18 096 893	19 671 774	20 407 359
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	6 605 556 ) (	18 928 557 ) (	18 757 542) (
Financement des investissements en cours	15	(3 716 584)	(13 332 386)	(15 371 662)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	427 069 420	447 757 274	469 858 770
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			(7 402 309)
	18	444 129 499	441 228 748	462 853 929

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Ex-villes	19	10 667	10 667
- Remb dette l/t	20	6 787 300	
- Élections	21	390 000	910 000
- Étangs aérés	22	644 187	244 187
- Subv construction résid.	23	374 900	374 900
- Déneigement	24	1 350 000	1 000 000
- Activ. fonctionnement	25	60 000	659 286
- Projet TRSL	26		990 000
- Autres	27	1 838 930	
	28	11 455 984	4 189 040
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29	377 146	673 345
	30	11 833 130	4 862 385
Réserves financières			
Fonds réservés	31	3 530 477	9 374 612
	32	5 043 752	4 795 755
	33	20 407 359	19 032 752

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations 2012	Budget 2013	Réalizations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	167 674 654	172 167 087	173 602 125	173 308 376
Compensations tenant lieu de taxes	2	15 017 707	14 737 620	14 714 745	14 478 015
Quotes-parts	3				
Transferts	4	19 156 569	16 334 045	23 528 296	29 425 908
Services rendus	5	13 658 301	13 161 721	14 308 672	26 861 162
Autres	6	16 621 729	14 156 318	22 015 894	25 159 012
	7	232 128 960	230 556 791	248 169 732	269 232 473
Investissement					
Taxes	8	254 798	5 240 000	13 252	13 252
Quotes-parts	9				
Transferts	10	13 687 593	39 600 750	11 983 049	12 087 547
Autres	11	4 102 981	7 370 000	10 188 771	11 106 324
	12	18 045 372	52 210 750	22 185 072	23 207 123
	13	250 174 332	282 767 541	270 354 804	292 439 596

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	2 953 653	2 697 264	33 879	2 731 143	2 731 143	3 245 074
Autres	2	23 939 593	23 200 559	1 146 042	24 346 601	24 346 601	22 555 860
Sécurité publique							
Police	3	26 516 002	26 899 816	481 080	27 380 896	27 380 896	26 273 170
Sécurité incendie	4	9 639 656	9 655 782	841 146	10 496 928	10 496 928	9 599 856
Autres	5	1 969 730	1 857 086	43 981	1 901 067	1 901 067	2 047 581
Transport							
Réseau routier	6	27 336 875	26 297 548	10 553 209	36 850 757	36 850 757	35 895 391
Transport collectif	7	6 998 416	6 719 189	500 170	7 219 359	17 397 870	16 975 016
Autres	8	3 054 984	2 963 957	209 955	3 173 912	3 173 912	3 002 617
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	19 515 073	19 013 227	13 194 723	32 207 950	32 207 950	30 780 962
Matières résiduelles	10	9 517 042	8 483 884	37 518	8 521 402	14 463 056	11 858 326
Autres	11	1 123 000	1 128 216	113 838	1 242 054	1 805 484	1 720 966
Santé et bien-être	12	2 974 898	6 927 658		6 927 658	6 927 658	4 705 808
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	4 338 888	4 540 234	100 761	4 640 995	4 673 147	4 369 226
Promotion et développement économique	14	5 494 331	5 500 550	159 290	5 659 840	5 947 394	6 900 284
Autres	15	3 628 601	4 929 241	518 801	5 448 042	5 448 490	5 336 917
Loisirs et culture	16	37 856 569	37 967 835	4 608 033	42 575 868	43 353 923	40 041 834
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	15 518 047	15 128 427		15 128 427	17 195 766	17 801 938
Amortissement des immobilisations	19	27 115 083	32 542 426	(32 542 426)			
	20	229 490 441	236 452 899		236 452 899	256 302 042	243 110 826

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3